

162 der Beilagen zu den Stenographischen Protokollen des Nationalrates XVII. GP

Nachdruck vom 8. 7. 1987

Regierungsvorlage**Abkommen zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse samt Anhang****ARRANGEMENT
ENTRE L'AUTRICHE ET LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE CONCERNANT LES ECHANGES MUTUELS DE FROMAGES**

Soucieuses de favoriser, au sens de l'article 15 de l'Accord entre l'Autriche et la Communauté économique européenne, signé le 22 juillet 1972 (1), le développement harmonieux des échanges de produits agricoles, les deux parties ont procédé à des négociations au sujet de leurs échanges mutuels de fromages.

Au cours de ces négociations, elles ont constaté qu'il serait opportun, à la lumière de l'expérience acquise, de conclure un nouvel arrangement dont les dispositions sont les suivantes à partir du 1^{er} septembre 1987:

1. L'Autriche et la Communauté conviennent de ce que, pour les quantités annuelles de fromages indiquées ci-après, les droits à l'importation à percevoir ne peuvent dépasser les niveaux suivants:

A. à l'importation en Autriche

Fromages, fabriqués à partir de lait de vache, relevant de la sous-position 04.04 A du tarif douanier autrichien, d'origine et en provenance de la Communauté, accompagnés d'un titre de qualité et d'origine agréé:

	Quantités annuelles	Droits à l'importation
a) — Fromages fondus	2 000 t	760 S/100 kg
b) — Fromages à pâte persillée		560 S/100 kg
— Danbo, Edam, Elbo, Fynbo, Fontal, Gouda, Havarti, Molbo, Maribo, Mimolette, Samsø, Tybo		560 S/100 kg
— Tilsit		460 S/100 kg
— Emmental, Gruyère		460 S/100 kg
— Butterkäse, Esrom, Italice, Kernheim, St Nectaire, St Paulin, Taleggio, Cheddar, ainsi que les autres fromages non mentionnés ci- dessus, d'une teneur en eau dans la matière non grasse inférieure ou égale à 62%, à l'exception de ceux relevant des sous-posi- tions 04.04 A I a), b) et c) du tarif douanier autrichien	3 000 t	560 S/100 kg

Ces fromages, d'origine communautaire, non accompagnés du titre de qualité et d'origine, ne peuvent être importés en Autriche.

B. à l'importation dans la Communauté

Fromages relevant de la position 04.04 du tarif douanier commun, d'origine et en provenance de l'Autriche, accompagnés d'un certificat agréé:

	Quantités annuelles	Droits à l'importation
a) — Emmental, Gruyère, Sbrinz, Bergkäse, autres que râpés ou en poudre, d'une teneur minimale en matières grasses de 45% en poids de la matière sèche, d'une maturation d'au moins trois mois, relevant de la sous-position 04.04 A du tarif douanier commun:		
— en meules standard	8 000 t	18,13 ECU/100 kg
— en morceaux conditionnés sous vide ou gaz inerte, portant la croûte sur un côté au moins, d'un poids net égal ou supérieur à 1 kg		
— en morceaux conditionnés sous vide ou gaz inerte, d'un poids net égal ou inférieur à 450 g		
b) — Fromages fondus, autres que râpés ou en poudre, dans la fabrication desquels ne sont pas entrés d'autres fromages que l'Emmental, le Bergkäse ou des fromages similaires à pâte dure, conditionnés pour la vente au détail et d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche inférieure ou égale à 56%, relevant de la sous-position 04.04 D du tarif douanier commun	3 750 t	36,27 ECU/100 kg
c) — Fromages à pâte persillée relevant de la sous-position 04.04 C du tarif douanier commun ..		
— Tilsit, d'une maturation d'au moins un mois, et Butterkäse, relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du tarif douanier commun		
— Mondseer, d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche égale ou supérieure à 40% et inférieure à 48%, relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du tarif douanier commun		
— Alpentaler, d'une teneur minimale en matières grasses de 45% en poids de la matière sèche et d'une teneur en eau supérieure à 40% mais inférieure à 45% en poids, relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du tarif douanier commun	3 950 t	60 ECU/100 kg
— Edam, d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche égale ou supérieure à 40% et inférieure à 48%, présentés en meules d'un poids net inférieur ou égal à 350 g (dit « Geheimratskäse »), relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du tarif douanier commun		
— « Tiroler Graukäse », d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche inférieure à 1% et d'une teneur en eau supérieure à 60% mais inférieure à 66% en poids, relevant de la position 04.04 E I b) 2 du tarif douanier commun		

	Quantités annuelles	Droits à l'importation
— Fromages dits « Weißkäse nach Balkanart » et « Kefalo-Tyri », fabriqués à partir de lait de vache, d'une teneur en matières grasses en poids de la matière sèche inférieure à 48%, relevant de la sous-position 04.04 E I b) 2 du tarif douanier commun	3 950 t	60 ECU/100 kg

2. L'Autriche s'engage à prendre les mesures nécessaires afin de garantir que:

- d'une part, les quantités convenues à l'exportation de l'Autriche vers la Communauté visées au paragraphe 1 point b), ne seront pas dépassées;
- d'autre part, les licences à l'importation en Autriche seront octroyées sur une base régulière et de façon telle que les quantités convenues à l'importation en Autriche en provenance de la Communauté pourront être réalisées.

Les dispositions concernant cette matière et notamment les modalités de distribution des licences, ainsi que toute modification éventuelle, seront portées à la connaissance de la Commission des Communautés européennes ainsi que des exportateurs et/ou des importateurs.

La Communauté et l'Autriche feront en sorte que les avantages mutuellement consentis ne soient pas compromis par d'autres mesures à l'importation.

3. L'Autriche et la Communauté s'engagent, chacune de son côté, à veiller à ce que les prix pratiqués par leurs exportateurs ne soient pas de nature à provoquer des difficultés sur le marché du pays importateur.

Elles conviennent, à cet égard, d'établir un dispositif d'information et de coopération mutuelles dont les éléments figurent en annexe au présent arrangement.

Si des difficultés au sujet des prix pratiqués se présentent, des consultations auront lieu à la demande d'une des parties dans les plus brefs délais avec pour objectif l'adoption de mesures correctives appropriées.

4. Les deux parties pourront se consulter à tout moment sur le fonctionnement du présent arrangement et, le cas échéant, d'un commun accord, modifier celui-ci en fonction notamment de l'évolution des prix de marché, de la production, de la commercialisation et de la consommation des fromages indigènes et importés.

En particulier, s'il est constaté une évolution importante des importations de fromages dans la Communauté et/ou en Autriche, notamment de fromages non couverts par le présent arrangement, les deux parties entreront en consultation, à la demande de l'une d'entre elles, afin d'étudier la possibilité de modifier les quantités fixées dans le présent arrangement.

5. Le présent arrangement pourra être résilié moyennant un préavis d'un an donné par écrit.

Au cas où il serait fait recours à la présente disposition, chacune des parties se réserve les droits qu'elle détenait avant le 1^{er} septembre 1987.

6. Le présent arrangement remplace l'arrangement temporaire de discipline concertée entre la République d'Autriche et la Communauté économique européenne concernant les échanges mutuels de fromages, signé le 21 octobre 1981 et modifié en dernier lieu par l'échange de lettres du 2 mars 1984.

Fait à Bruxelles, le

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Au nom du Conseil des Communautés européennes:

ANNEXE

Dans le but d'éviter que les prix pratiqués par les exportateurs soient de nature à provoquer des difficultés sur le marché du pays importateur, les mécanismes d'information et de coopération suivants sont instaurés:

Informations mutuelles

- a) L'**Autriche** fournit à la Commission des Communautés européennes les informations suivantes pour chacune des catégories de fromages couverts par l'arrangement:
 - deux semaines avant le début de chaque trimestre calendaire, les perspectives des exportations autrichiennes vers la Communauté envisagées pour le prochain trimestre (quantités prévues, prix franco-frontière autrichienne envisagés, marchés de destination prévisibles),
 - deux semaines après la fin de chaque trimestre calendaire, les exportations autrichiennes effectivement réalisées vers la Communauté pendant le trimestre passé (quantités exportées, prix franco-frontière autrichienne effectivement pratiqués, pays membres de la Communauté destinataires);
- b) La **Commission** des Communautés européennes fournit périodiquement les cotations ainsi que toutes autres informations utiles concernant le marché des fromages indigènes et importés.

(Übersetzung)

**ABKOMMEN
ZWISCHEN ÖSTERREICH UND DER EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT ÜBER EINE GEMEINSAME DISZIPLIN BETREFFEND DEN GEGENSEITIGEN HANDEL MIT KÄSE**

Im Bestreben und im Geiste des Artikels 15 des Vertrages zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft vom 22. Juli 1972, die harmonische Entwicklung des Handels mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen zu fördern, haben die beiden Vertragsteile Verhandlungen über den gegenseitigen Handel mit Käse geführt.

Im Laufe dieser Verhandlungen haben sie festgestellt, daß es im Lichte der gewonnenen Erfahrungen angebracht ist, ein neues Abkommen zu schließen, dessen Bestimmungen ab 1. September 1987 wie folgt lauten:

1. Österreich und die Gemeinschaft kommen überein, daß für die nachstehend genannten Jahresmengen von Käse die Einfuhrabgaben die folgenden Höchstgrenzen nicht überschreiten dürfen:

A. Bei der Einfuhr nach Österreich

Käse aus Kuhmilch hergestellt, der Unterposition 04.04 A des Österreichischen Zolltarifes, mit Ursprung in und Herkunft aus der Gemeinschaft, die von einer anerkannten Qualitäts- und Ursprungsbescheinigung begleitet sind:

	Menge	Einfuhrabgabe
a) — Schmelzkäse	2 000 t	760 S für 100 kg
b) — Käse mit Schimmelbildung im Teig.....		560 S für 100 kg
— Danbo, Edamer, Elbo, Fynbo, Fontal, Gouda, Havarti, Malbo, Maribo, Mimolette, Samsø, Tybo		560 S für 100 kg
— Tilsiter		460 S für 100 kg
— Emmentaler und Gruyère		460 S für 100 kg
— Butterkäse, Esrom, Italice, Kernheim, St. Nectaire, St. Paulin, Taleggio, Cheddar und andere oben nicht genannte Käse mit einem Wassergehalt in der fettfreien Käsemasse von 62 Gewichtsprozent oder weniger, ausgenommen jene der Unterpositionen 04.04 A I a), b) und c) des Österreichischen Zolltarifes.	3 000 t	560 S für 100 kg

die Käse mit Ursprung in der Gemeinschaft, die nicht von einem Zeugnis begleitet sind, können nach Österreich nicht eingeführt werden.

B. Bei der Einfuhr in die Gemeinschaft

Käse der Tarifnummer 04.04 des Gemeinsamen Zolltarifes, mit Ursprung in und Herkunft aus Österreich, die von einer anerkannten Bescheinigung begleitet sind:

	Menge	Einfuhrabgabe
a) — Emmentaler, Gyrerzer, Sbrinz, Bergkäse, weder gerieben noch in Pulverform, mit einem Fettgehalt von mindestens 45 Gewichtshundertteilen in der Trockenmasse, mit einer Reifezeit von mindestens drei Monaten, der Unterposition 04.04 A des Gemeinsamen Zolltarifes:		
— in Standard-Laiben		
— in Stücken, vakuumverpackt, oder unter inertem Gas verpackt, mit Rinde an mindestens einer Seite, mit einem Eigengewicht von 1 kg oder mehr	8 000 t	18,13 ECU für 100 kg

	Menge	Einfuhrabgabe
— in Stücken, vakuumverpackt, oder unter inertem Gas, verpackt mit einem Eigengewicht von 450 g oder weniger	8 000 t	18,13 ECU für 100 kg
b) — Schmelzkäse, weder gerieben noch in Pulverform, zu dessen Herstellung keine anderen Käsesorten als Emmentaler, Bergkäse oder ähnliche Hartkäse verwendet worden sind, in Aufmachung für den Einzelverkauf und mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von 56 Gewichtshundertteilen oder weniger, der Unterposition 04.04 D des Gemeinsamen Zolltarifes		
c) — Käse mit Schimmelbildung im Teig, der Unterposition 04.04 C des Gemeinsamen Zolltarifes	3 950 t	60 ECU für 100 kg
— Tilsiter, dessen Teig nicht gepreßt ist, mit einer Reifezeit von mindestens einem Monat und Butterkäse, der Unterposition 04.04 E I b) 2 des Gemeinsamen Zolltarifes		
— Mondseer, mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von 40 Gewichtshundertteilen oder mehr und weniger als 48 Gewichtshundertteilen, der Unterposition 04.04 E I b) 2 des Gemeinsamen Zolltarifes		
— Alpentaler, mit einem Fettgehalt von mindestens 45 Gewichtshundertteilen in der Trockenmasse und einem Wassergehalt von mehr als 40 Gewichtshundertteilen, aber nicht mehr als 45 Gewichtshundertteilen, der Unterposition 04.04 E I b) 2 des Gemeinsamen Zolltarifes		
— Edamer, mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von 40 Gewichtshundertteilen oder mehr und weniger als 48 Gewichtshundertteilen, in Laiben mit einem Eigengewicht von 350 g oder weniger (genannt „Geheimratskäse“), der Unterposition 04.04 E I b) 2 des Gemeinsamen Zolltarifes		
— „Tiroler Graukäse“, mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von einem Gewichtshundertteil oder weniger und einem Wassergehalt von 60 Gewichtshundertteilen oder mehr, aber weniger als 66 Gewichtshundertteilen, der Unterposition 04.04 E I b) 2 des Gemeinsamen Zolltarifes		
— Käse, genannt „Weißkäse nach Balkanart“ und „Kefalo-Tyri“, aus Kuhmilch hergestellt, mit einem Fettgehalt in der Trockenmasse von weniger als 48 Gewichtshundertteilen, der Unterposition 04.04 E I b) 2 des Gemeinsamen Zolltarifes		

2. Österreich verpflichtet sich, die nötigen Maßnahmen zu treffen, um zu gewährleisten, daß
- einerseits die vereinbarten Mengen bei der Ausfuhr aus Österreich in die Gemeinschaft (Abs. 1 lit. b) nicht überschritten werden;
 - andererseits die Bewilligungen für die Einfuhr nach Österreich regelmäßig und so erteilt werden, daß die für die Einfuhr aus der Gemeinschaft nach Österreich vereinbarten Mengen erreicht werden können.

Die diesbezüglichen Bestimmungen und insbesondere die Modalitäten der Bewilligungserteilungen sowie alle allfälligen Änderungen werden den zuständigen Stellen der Gemeinschaft zur Kenntnis gebracht, ebenso den Exporteuren und/oder den Importeuren.

Die Gemeinschaft und Österreich tragen Sorge dafür, daß die gegenseitig eingeräumten Vorteile nicht durch andere Maßnahmen bei der Einfuhr gefährdet werden.

3. Österreich und die Gemeinschaft verpflichten sich, jeweils darauf zu achten, daß die von ihren Ausführern angewandten Preise keine Schwierigkeiten auf dem Markt des betreffenden Einfuhrlandes hervorrufen.

•/• In diesem Zusammenhang kommen sie überein, Vorkehrungen für die gegenseitige Information und Zusammenarbeit zu treffen, deren Elemente im Anhang des vorliegenden Abkommens enthalten sind.

Wenn sich hinsichtlich der Preise Schwierigkeiten ergeben, werden über Ersuchen eines Vertragsteiles umgehend Konsultationen mit dem Ziel stattfinden, entsprechende Verbesserungsmaßnahmen zu treffen.

4. Die beiden Vertragsteile können jederzeit hinsichtlich des Funktionierens des vorliegenden Abkommens in Konsultationen eintreten und gegebenenfalls im gegenseitigen Einvernehmen, insbesondere im Hinblick auf die Entwicklung der Marktpreise, der Produktion, der Vermarktung und des Verbrauches von heimischen oder importierten Käsen, den Vertrag abändern.

Vor allem dann, wenn eine bedeutende Entwicklung der Importe von Käse in die Gemeinschaft und/oder nach Österreich — insbesondere von nicht vom Abkommen erfaßten Käse — festgestellt wird, treten die beiden Vertragsteile auf Antrag des einen oder des anderen von ihnen in Konsultationen mit dem Ziele ein, die Möglichkeit der Änderung der in diesem Abkommen festgesetzten Mengen zu prüfen.

5. Das gegenständliche Abkommen kann vor Ablauf eines Jahres durch eine schriftliche Benachrichtigung gekündigt werden.

Falls von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht wird, behalten sich beide Vertragsteile die Rechte vor, die ihnen vor dem 1. September 1987 zugestanden sind.

6. Das vorliegende Abkommen ersetzt das Befristete Abkommen zwischen Österreich und der EWG über eine gemeinsame Disziplin im gegenseitigen Handel mit Käse vom 21. Oktober 1981, zuletzt ergänzt durch den Briefwechsel vom 2. März 1984.

Geschehen zu Brüssel, am

Für die Republik Österreich:

Für den Rat der Europäischen Gemeinschaften:

ANHANG

Um zu verhindern, daß die von den Ausführern angewandten Preise Schwierigkeiten auf dem Markt des Einfuhrlandes hervorrufen, werden folgende Mechanismen für die Information und Zusammenarbeit festgelegt:

Gegenseitige Information

- a) **Österreich** gibt den Dienststellen der Kommission folgende Informationen hinsichtlich jeder Käse-kategorie, wie sie im Abkommen vorgesehen ist:
 - zwei Wochen vor Beginn jedes Kalendervierteljahres die voraussichtlichen österreichischen Ausfuhren in die Gemeinschaft im nächsten Vierteljahr (voraussichtliche Menge, voraussichtliche Preise frei österreichische Grenze, voraussichtliche Bestimmungsmärkte),
 - zwei Wochen nach dem Ende eines jeden Kalendervierteljahres die tatsächlich getätigten österreichischen Ausfuhren in die Gemeinschaft im vergangenen Vierteljahr (Ausfuhrmenge, tatsächliche Preise frei österreichische Grenze, Bestimmungsländer der Gemeinschaft).
- b) Die **Kommission** der Europäischen Gemeinschaften gibt periodisch die Notierungen sowie alle anderen nützlichen Informationen betreffend den inländischen Käsemarkt und die eingeführten Käse bekannt.

VORBLATT**Problemstellung:**

1981 wurde das Befristete Abkommen zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse vereinbart, durch welches die bis dahin herrschende Preisdisziplin durch eine Mengendisziplin abgelöst wurde. Dieses jeweils nur für ein Jahr gültige Abkommen wurde mittels Briefwechsels bis zum Inkrafttreten eines neuen unbefristeten Abkommens, längstens jedoch bis 31. Dezember 1987, verlängert. Seit dem Jahre 1981 hat sich das Austauschverhältnis im Handel mit Käse, insbesondere im nichtquotengeregelten Bereich, verschlechtert. Sollte das zitierte Abkommen nicht verlängert oder durch ein anderes ersetzt werden, so würde die Mindestpreisregelung aus dem Jahre 1977 (BGBl. Nr. 36/1978) und die GATT-Vereinbarung aus dem Jahre 1968 in Kraft treten.

Problemlösung:

Abschluß eines unbefristeten Abkommens zwischen Österreich und der EWG über eine gemeinsame Disziplin betreffend den gegenseitigen Handel mit Käse.

Alternativen:

Keine.

Kosten:

Keine zusätzlichen Kosten.

Erläuterungen

Das vorliegende Abkommen ist ein gesetzändernder und gesetzergänzender Staatsvertrag, der der Genehmigung des Nationalrates gem. Art. 50 Abs. 1 B-VG bedarf. Es hat nicht politischen Charakter und enthält keine verfassungsändernden Bestimmungen. Eine Beschlußfassung gemäß Art. 50 Abs. 2 B-VG ist nicht erforderlich, da die Bestimmungen des Abkommens zur unmittelbaren Anwendung im innerstaatlichen Rechtsbereich ausreichend determiniert sind.

Durch dieses unbefristete Abkommen wird das in Geltung stehende befristete Abkommen zwischen Österreich und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft über eine gemeinsame Disziplin über den gegenseitigen Handel mit Käse mit 1. September 1987 außer Kraft gesetzt.

Das Abkommen sieht eine Mengenregelung vor, welche die Stabilisierung des Handels auf dem Käsektor zwischen Österreich und den EG bezweckt. Des weiteren sieht es vor, daß die auf den Märkten der EWG und Österreich angewandten Preise der im Abkommen enthaltenen Käsesorten überwacht werden, um Marktstörungen zu vermeiden.

Gegenüber dem bisher geltenden befristeten Abkommen (siehe BGBl. Nr. 625/1981 in der geltenden Fassung) sieht das nunmehr vereinbarte Abkommen eine Aufstockung der zollmäßig begünstigten österreichischen Exportmenge von Käse um 1 550 t vor. Diese Menge entspricht in Milchäquivalent den gesteigerten Exporten der EG im nicht-quotengeregelten Bereich. Das bisherige Zollkontingent betrug 14 150 t. Über die nunmehr zollbegünstigte Menge von 15 700 t hinaus kann zu den normalen Abschöpfungsbedingungen ohne mengenmäßige Beschränkungen exportiert werden.

Überdies konnte die Aufnahme von zusätzlichen österreichischen Käsesorten (Mondseer, Alpentaler, Tiroler Graukäse) in die Warenliste erreicht werden. Des weiteren sind einige technische, für Österreich vorteilhafte Verbesserungen in diesem Abkommen enthalten.

Importseitig ist keine Quotenerhöhung vorgesehen.

Im Abkommen sind Konsultationen vorgesehen, falls sich im Hinblick auf die Entwicklung der Marktpreise, der Produktion, der Vermarktung und des Verbrauches Schwierigkeiten ergeben. Ebenso ist vorgesehen, für den Fall, daß durch eine wesentliche Entwicklung der Importe von Käse in die Gemeinschaft und oder nach Österreich — insbesondere von nicht vom Abkommen erfaßten Käse — Probleme auftreten, auf Wunsch einer der beiden Vertragsteile Konsultationen aufzunehmen sind, mit dem Ziel, die Möglichkeit der Änderung der in diesem Abkommen festgesetzten Mengen zu prüfen.

Das gegenständliche Abkommen kann mittels einer schriftlichen Vorankündigung gekündigt werden. Für diesen Fall würde die GATT-Vereinbarung aus dem Jahre 1968 und die Mindestpreisregelung aus dem Jahre 1977 (BGBl. Nr. 36/1978) in Kraft treten.

Durch das nunmehr vorliegende unbefristete Abkommen ist eine kontinuierliche Entwicklung der österreichischen Käseexporte in die EWG sichergestellt. Dieses Abkommen stellt das Maximum dessen dar, was im gegenwärtigen Zeitpunkt unter den international schwierigen Bedingungen auf den Agrarmärkten erzielt werden konnte.